

Loi Travail XXL : préparons la grève pour le 12 septembre !

Fin avril, l'Union syndicale Solidaires proposait aux organisations syndicales qui s'étaient opposées à la loi Travail du gouvernement Hollande, de préparer sans tarder la mobilisation contre la loi Travail format XXL annoncée par le futur gouvernement Macron. FO a totalement ignoré notre proposition ; la CGT et la FSU ont expliqué qu'elles préféreraient attendre le second tour des élections présidentielles, puis les deux tours des élections législatives. Courant juin, une réunion s'est bien tenue dans les locaux Solidaires, sans FO, mais pour ne rien décider. Finalement, le 24 juin, la CGT annonçait, seule, la date du 12 septembre.

Nous avons perdu deux mois. C'est dommage. La méthode choisie par la CGT ne facilite pas les dynamiques unitaires. C'est regrettable. Mais maintenant, cette date existe ; il faut la préparer, faire en sorte que grèves et manifestations soient massives et que ce soit le début d'un mouvement d'ampleur, dans la durée, pour refuser l'aggravation en 2017 de la Loi travail de 2016 que nous devons encore combattre.

La est l'essentiel. Pas dans la série de réunions entre certaines organisations et les représentant-es du gouvernement qui ne servent qu'à donner l'illusion d'une « concertation sociale ». Mais comment « se concerter » avec celles et ceux qui veulent achever la casse du Code du travail, détruire tous les conquêtes sociales ouvrières du siècle passé et imposer une société où précarité, chômage et absence de droits seraient la règle pour les millions de travailleurs et de travailleuses !

S'opposer à la Loi travail 2017 et à celle de 2016, oui, mais nous avons aussi à **proposer aussi un autre avenir**. Celles et ceux qui, par leur travail, font tourner la société et créent les richesses sont plus légitimes que des député-es choisi-es par environ 16% de l'ensemble de la population et prétendre ensuite faire la loi comme ils et elles l'entendent !

Certes, c'est l'été et le temps des vacances pour nombre d'entre nous ; mais **nous avons deux mois pour préparer cette rentrée sociale autour du 12 septembre, faire en sorte qu'elle soit à la hauteur des enjeux**. C'est à nous, à la base, dans les entreprises les services et les localités, de nous organiser et d'impulser l'unité des travailleurs et des travailleuses.

Utilisons les indispensables outils que sont les organisations syndicales et leurs structures professionnelles et interprofessionnelles ! Imposons l'unité et la détermination, sans attendre qu'elles viennent d'un hypothétique « sommet » ; prenons nos affaires en mains !

Dès maintenant, nous pouvons interpeller les camarades des autres organisations syndicales, pour organiser la lutte ensemble ; planifions des tournées et permanences syndicales, des heures d'informations, des diffusions de tracts dans les lieux publics (gares, stations de métro, centres commerciaux, etc.) et, surtout, parlons avec les collègues : c'est là que ça de joue !

Contre le MEDEF : le 30 août à Jouy-en-Josas

Comme chaque année, les patron-nes du MEDEF tiennent leur « université d'été », fin août à Jouy-en-Josas. C'est une occasion parmi d'autres pour **montrer notre opposition frontale et directe au patronat**. Ce sont elles et eux qui nous exploitent et détruisent nos vies ! Ne les laissons pas tranquilles ! Tous et toutes, rendons-nous disponibles le 30 août !



Du matériel pour préparer la rentrée :
www.solidaires.org/Loi-travail-2-Ordonnances-ou-pas-ON-N-EN-VEUT-PAS



Education : victoire pour le collège Duruy de Fontenay

Après 10 semaines de lutte, une classe de 5^{ème} supplémentaire va être ouverte au collège Duruy ce qui permettra « d'alléger les effectifs ». D'autres luttes ont débouché sur des victoires ; par exemple à l'école maternelle Léon Frapié de Champigny. Mais les problèmes restent nombreux sur les autres collèges de la ville et du département ; voir par exemple la lutte menée dans les écoles Kergomard et Jean Macé d'Arcueil...

Nous reproduisons ci-après le message des associations de parents d'élèves du collège.

Enfin une bonne nouvelle ! Notre mobilisation et cette pétition n'ont pas été vaines. Après des mois de silence, l'Inspection académique vient de donner sa réponse et a annoncé la réouverture d'une 5e classe de 5e à la rentrée 2017. Les futurs 5e ne seront donc pas plus de 30 par classe. Cette mobilisation collective a montré notre détermination à préserver de bonnes conditions d'enseignement dans les établissements scolaires publics pour essayer d'offrir les mêmes chances à tous les élèves. Un grand merci aux 435 signataires qui ont appuyé notre action ! En vous souhaitant un bel été, bien à vous. Les associations de parents d'élèves du Collège Duruy.



Le communiqué que SUD éducation 94 avait publié il y a un mois :

Les collèges de Fontenay mobilisés contre les fermetures de classe

Parents et enseignant-e-s ont manifesté mercredi 31 mai devant le rectorat pour dénoncer des fermetures de classe. Aucune délégation n'a été reçue. Pourtant leurs revendications sont légitimes et le mépris du Rectorat est inacceptable. Que ce soit à Villejuif, à Champigny, à Fontenay les moyens attribués pour la rentrée scolaire prochaine sont insuffisants et se traduisent par de futurs effectifs surchargés. Comment enseigner et apprendre dans de bonnes conditions dans des classes à plus de 30 élèves parfois comme cela serait le cas à Victor Duruy en 5^{ème} l'an prochain ?

De la maternelle à l'université la question des effectifs est centrale pour réussir et offrir une éducation décente à nos élèves !

Le dispositif proposé par notre nouveau ministre, de réduction des effectifs dans les classes de CP et CE1, valide pourtant l'idée que pour apprendre et enseigner dans de bonnes conditions il faut baisser drastiquement le nombre d'élèves par classe. Alors au lieu de faire de la communication, le ministère devrait permettre à la communauté éducative de travailler dans de bonnes conditions. Alors que notre pays est la 6^{ème} puissance mondiale, la France est loin devant le Royaume uni, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Suisse en nombre d'élèves par classe au collège (rapport de l'OCDE d'août 2013).

Lutter à l'échelle de la ville dans l'unité parents-enseignant-e-s.

Organiser des rassemblements collectifs à l'échelle de la ville dérange notre hiérarchie qui préfère segmenter les luttes et mettre en concurrence les moyens entre établissements. Parents et enseignant-e-s de Fontenay ont bien compris que la riposte doit se préparer à d'autres échelles que celle du seul établissement. C'est le cas aussi à Villejuif où les collègues essaient de se mobiliser à l'échelle de la municipalité écoles et collèges.

Plus que jamais SUD éducation 94 encourage les collègues à rester mobilisés, à faire entendre leur voix dans l'unité parents-enseignants par tous les moyens qu'ils et elles jugeront nécessaires. SUD éducation 94 demande à la DASEN de l'académie de Créteil d'accéder immédiatement aux revendications justes et légitimes des personnels et des parents des collèges Jean Macé, Joliot-Curie et Victor Duruy.

SUD éducation 94 est à la disposition des collègues pour fournir toute aide matérielle à la mobilisation (tirage de tract, soutien financier, accompagnement).

Ferroviaire : un accident grave évité de peu à Villeneuve-Saint-Georges

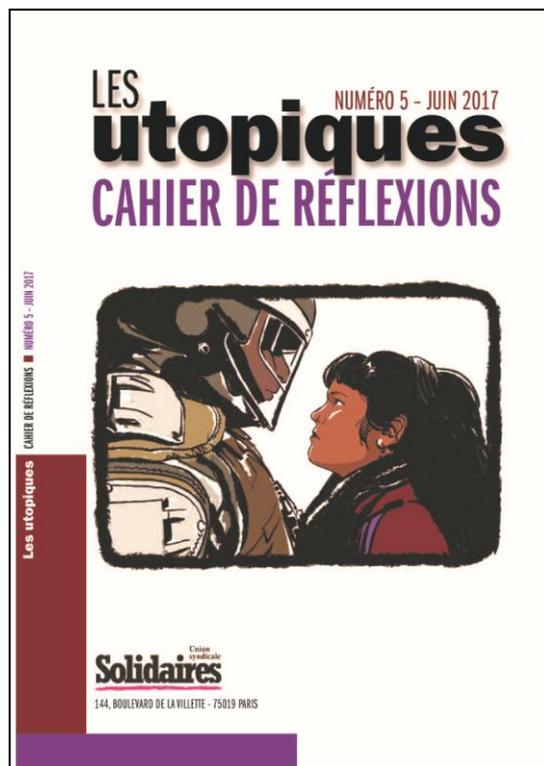
Le 16 mai, sur le site ferroviaire de Villeneuve, des agents de la maintenance des voies ont découvert in-extremis un joint isolant complètement desserré ne tenant plus que sur un seul boulon. La catastrophe a été évitée de justesse ! Cet incident grave ne fait que confirmer une situation sécuritaire et sociale alarmante ; en témoignent, les accidents du personnel, graves voire mortels, et les incidents de circulation sur l'ensemble du réseau, notamment en Ile-de-France.

Depuis plusieurs années, la Fédération SUD-Rail ne cesse d'interpeller la direction sur cette situation. Mais celle-ci se refuse toujours à écouter les salarié-es et les instances de représentation du personnel, et à remettre en cause sa politique inefficace de productivité. Le recours massif à la sous-traitance est un facteur aggravant. La fédération SUD-Rail dénonce la politique du chiffre qui entraîne des dérives organisationnelles et exige que la direction SNCF prenne les mesures nécessaires pour rétablir une situation sociale et sécuritaire devenue critique. Plutôt que de faire circuler un train de communication sur la sécurité ferroviaire, il devient impératif que l'entreprise publique initie plutôt une grande phase d'embauche de plusieurs milliers d'agents de l'infrastructure ; **faute d'actes concrets, le risque de faire face à des incidents graves et à des accidents du travail mortels sera malheureusement grandissant !**

Les utopiques : le numéro 5 est disponible

A l'occasion de notre récent congrès national, mi-juin, nous avons réaffirmé que « *Solidaires a un projet de transformation sociale: anticapitaliste, féministe, internationaliste, antiraciste et écologique* ». [Nous voulons] « *rompre avec le système capitaliste et combattre toute tentative d'exploitation des travailleur-euses. Le contrôle des moyens de production et leur socialisation restent d'actualité. Au-delà, se pose la question des modes de décisions et de contrôles réellement démocratiques qui détermineront la nature des productions et la manière de produire* ». **Les Cahiers de réflexion Les utopiques s'inscrivent dans cette volonté de réfléchir, débattre, élaborer, de manière autonome, tout en étant ouvert à l'ensemble du mouvement social.** L'éditorial du numéro 5 que nous reproduisons ici en résume le contenu :

Cette cinquième livraison des Utopiques est pour l'essentiel organisée autour d'un épais **dossier sur les répressions, l'état d'urgence... et les désobéissances** qui ne peuvent qu'intéresser au plus haut point celles et ceux qui aspirent à bouleverser l'ordre des dominants. À quelques semaines près ce numéro aurait pu paraître en même temps que la sixième prolongation de l'état d'urgence décidée fin mai par le Président Macron. Ce régime d'exception, né de la Guerre d'Algérie, a été décrété au soir du 13 novembre 2015. Depuis, nous n'en sommes pas sorti.es. Le 30 mai 2017, Amnesty international publiait un rapport à l'intitulé sans équivoques : « Un droit, pas une menace ». Restrictions disproportionnées à la liberté de réunion pacifique sous couvert de l'état d'urgence en France ». Basé sur des observations et des entretiens avec des syndicalistes, des manifestant.es, des journalistes mais aussi des institutionnels, le rapport démontre clairement que l'état d'urgence a été détourné de son but proclamé, la lutte contre le terrorisme, pour servir à réprimer les luttes sociales et entraver le droit de manifester. Les chiffres sont édifiants : 155 manifestations interdites, 639 interdictions individuelles de manifester... dont 574 durant la lutte contre la loi travail et son monde ! Durant les grèves et manifestations du printemps dernier à Paris on dénombre plus de 1000 blessé.es, certain.es gravement comme notre camarade Laurent Theron de SUD Santé qui a perdu l'usage d'un il le 15 septembre 201 suite à l'explosion d'une grenade lancée par un CRS. Pourtant, lorsqu'il a été instauré, l'état d'urgence a rencontré **des résistances et un mouvement de protestation** sur lequel nous revenons dans ce numéro. Un article s'interroge lui sur cette **seconde nature de l'État** qu'il représente. N'oublions pas qu'il sert aussi au contrôle des populations sous d'autres latitudes : **en Éthiopie par exemple**. Nous verrons aussi que tout cela n'est pas arrivé par hasard dans la France de 2015 : des inculpés dans « l'affaire de Tarnac » nous livrent leur analyse **de la doctrine antiterroriste**.



www.lesutopiques.org

Mais répression et dérives autoritaires ne vont pas sans contestations : nous en déroulons le fil avec les **désobéissances, au long cours, des cheminot.es**, les 20 années de **résistance aux OGM** ou encore **l'expérience des Comités de soldats dans les années 70**, de son articulation à l'antimilitarisme et au syndicalisme. Les désobéissances à l'usine autour de **la pratique de la Perruque**, ou celles dans **le secteur du nettoyage** nous rappellent que l'insubordination s'exprime aussi au quotidien. Les désobéissances sont multiples et nous avons d'ors et déjà prévu d'en aborder bien d'autres dans nos prochains numéros.

Ce numéro des Utopiques sera aussi l'occasion de poursuivre le chantier engagé dans le précédent autour de l'unité syndicale : dans le **secteur des Impôts**, parmi **les chômeurs et chômeuses** ou chez **les retraité.es** ; au sein même de la **CGT, divisée en 1921 puis réunifiée en 1936** ; à **Notre-Dame-Des-Landes**, avec la création d'un collectif syndical... nous continuons de penser qu'interroger nos démarches unitaires est nécessaire.

S'ensuit un article lui aussi d'actualité puisqu'il revient sur **l'intolérable révisionnisme sur le colonialisme** sévissant aujourd'hui. Révisionnisme qui n'est pas sans conséquences sur le développement du racisme et qu'il est plus qu'urgent de combattre.

Enfin, nous concluons cette livraison en traitant de la **représentativité syndicale**, un sujet loin d'être anecdotique quand il rime avec développement et structuration des collectifs militants.

La poste : encore des fermetures de bureaux !

Dans le Val-de-Marne, La poste a déjà fermé définitivement 4 bureaux depuis le début de l'année. D'autres, sont dans le collimateur : Boissy-Saint-Léger l'Orangerie, de Villeneuve-le-Roi les Vœux, de La Varenne-Champignol et de Fresnes la Vallée-aux-Renards. Celui d'Ablon est fermé trois semaines cet été. **Le syndicat Sud Ptt, avec d'autres organisations, depuis des mois, mène une intense campagne pour défendre le service public postal dans le département.**

Santé : à Chennevier (Créteil) et ailleurs, un management toxique



L'article ci-dessous est issu du journal de Sud Santé Sociaux des hôpitaux Chennevier et Mondor de Créteil.

Le management moderne est violent. Il empêche les salariés de s'approprier leur travail par sa logique d'austérité, d'efficacité (faire toujours plus avec toujours moins de moyens !). Les organisations du travail sont toujours changeantes (réorganisations permanentes). Elles exigent des résultats impossibles à atteindre sans se soucier des réalités, conduisant à un travail bâclé et à ne plus donner de sens au travail effectué. Enfin, comme il faut être efficace à tout prix, les directions suppriment des congés, modifient les horaires de travail, suppriment des postes et surchargent ceux qui restent tout en réprimant ceux qui veulent résister (procédures disciplinaires). C'est ce qui se passe à Albert Chennevier dans pratiquement tous les services depuis la mise en place de la réforme HIRSCH-CFDT (nouvelle Organisation du Temps de travail), en particulier dans le service de neurologie où **la direction supprime 10 postes d'aides soignants**.

Le résultat immédiat est une surcharge de travail, l'épuisement des personnels et l'augmentation des arrêts maladie (11% en neurologie contre 6% en moyenne sur l'AP-HP). Les patients, pour la plupart, ne sont pas autonomes, ils doivent être levés, lavés, les agents doivent les faire manger, ceux qui ont une séance de rééducation sont priorités et pour les autres l'attente du petit déjeuner est souvent longue quant aux toilettes elles se font dans l'urgence faute de temps et surtout de soignants. Pour la grande majorité des patients c'est une douche (ou bain) deux fois par mois alors qu'il est en préconisé deux par semaine. **Les patients n'ont pas les soins qu'ils devraient avoir faute de moyens humains, c'est ce qu'on appelle la maltraitance institutionnelle !**

Quant au fait de rassurer les patients, de les écouter, inutile de dire que ce n'est plus possible, **il en résulte de la souffrance psychologique chez les patients mais aussi chez les soignants qui ont le sentiment de mal faire leur travail**. Quant à tout cela vous rajoutez la réforme HIRSCHCFDT qui impose des plannings incompatibles avec une organisation de la vie personnelle, sans possibilité de s'arranger entre collègues et oblige les personnels à se mettre en arrêt maladie pour pouvoir se rendre à une simple consultation chez un médecin...

Tout ceci et particulièrement destructeur, psychologiquement, car on souffre de se rendre compte qu'on a « fait de la merde » et qu'on n'a pas donné au patient tout ce qu'il est en droit d'attendre. Le salarié perd ses repères et le sens de son travail, donc de sa propre vie. D'où la dimension psychologique de la souffrance au travail, beaucoup plus destructrice que la « simple » pénibilité qui a toujours été associée au travail. Elle résulte des pathologies de surcharge, des affections post-traumatiques, des pathologies de harcèlement et finalement la destruction du « vivre ensemble », conduisant au suicide.

Face aux dégâts de plus en plus visibles des violences managériales, les directions font semblant de s'en préoccuper à travers des groupes de travail Risques Psycho-Sociaux, qui ont pour fonction d'inverser l'effet et la cause en faisant croire que c'est l'individu, par ses fragilités préexistantes, qui ne serait pas capable de résister. On va donc l'aider plus ou moins (soutien psychologique, formations de développement de soi, de gestion de « son » stress, etc.), le prendre en charge plus rarement, mais on ne va jamais remettre en cause les organisations de travail elles-mêmes, qui sont la véritable cause des souffrances.

Finances publiques : service public en danger dans le Val-de-Marne

Les syndicats départementaux Solidaires, CGT et FO des Finances publiques ont tenu une conférence de presse pour alerter des menaces qui pèsent sur le service public financier, fiscal et foncier dans le Val-de-Marne. Avec la **fermeture de la trésorerie actuellement située au Kremlin-Bicêtre**, les usagers d'Arcueil seront contraints de se rendre à Cachan, ceux de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre à Ivry-sur-Seine. L'intersyndicale a aussi évoqué le déménagement du Service des impôts des particuliers (SIP) de Charenton vers Maisons-Alfort et le transfert du Service des impôts des entreprises (SIE) de Maisons-Alfort à Charenton. Elle s'inquiète surtout de la création d'une **trésorerie départementale à Ivry-sur-Seine qui gèrera tous les dossiers de tous les locataires de tous les organismes HLM du département, à la place d'un accueil du public actuellement réparti sur sept trésoreries**. Première conséquence prévisible : un temps d'attente interminable avant de pouvoir être reçu, car il y a plusieurs dizaines de milliers de logements HLM dans le Val-de-Marne.

Le journal des adhérents et adhérentes de Solidaires en Ile-de-France

Syndicats et unions départementales ont reçu le journal destiné à chaque adhérent-e. **Le partage de l'information est une des conditions de la démocratie, au sein du mouvement syndical comme ailleurs**. Au sommaire de ce numéro :

- Prud'hommes**. Etre juge du travail c'est quoi ?
- Territoires**. Le triangle de Gonesse sous l'œil d'Europa City
- Syndicalisme**. Evoluer dans un groupe de protection sociale
- Actualité**. Non aux Jeux Olympiques à Paris
- Formation**. Calendrier des formations du 2^{ème} semestre 2017
- Repères**. Conseillers du salarié Solidaires en Ile-de-France
- A dispo**. Les fiches pratiques Solidaires